

CA1
-1987
C 18

GOVT

Government
Publications

ENTENTE


CANADA


QUÉBEC

Entente auxiliaire
Canada-Québec
sur le développement
des entreprises
de communication
1985-1990

2^e édition

S PROGRAMMES D'AIDE

anada 

Québec 

CAI
- 1987
C18 (5)

ENTENTE


CANADA


QUÉBEC

**Entente auxiliaire
Canada-Québec
sur le développement
des entreprises
de communication
1985-1990**

2^e édition

LES PROGRAMMES D'AIDE

Canada 

Québec 

Entente auxiliaire
Canada-Québec
sur le développement
des entreprises
de communication
1985-1990

Government
Publications

LES PROGRAMMES D'AIDE

Cette édition a été produite par la Direction des communications
du ministère des Communications
du Québec.

Dépôt légal — 4^e trimestre 1987
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN-2-550-18056-9

© Gouvernement du Canada
Gouvernement du Québec

Entente auxiliaire
Canada-Québec
sur le développement
des entreprises
de communication
1985-1990

LES PROGRAMMES D'AIDE

2^e édition

Canada 

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

Présentation	7
Critères d'admissibilité des projets aux programmes	9
Critères de sélection des projets	11
Programme I — Fonds spécial d'initiatives de communication	13
Programme II-A — Développement, commercialisation et distribution de la programmation en langue française	14
Programme II-B — Développement et commercialisation des banques de données et des logiciels	16
Programme III-A — Développement des technologies et des infrastructures de communication	18
Programme III-B — Développement de l'informatisation des entreprises de communications	19
Guide de présentation d'un projet	20



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115514085>

PRÉSENTATION

Les ministres responsables des Communications du Canada et du Québec ont paraphé, le 1^{er} février 1985, une Entente auxiliaire de développement économique et régional (EDER) dans le but de promouvoir le développement des entreprises de communication.

Cette nouvelle entente, qui découle de l'Entente-cadre de développement économique et régional signée en décembre 1984, porte sur une période de cinq ans et comporte une contribution totale de 40 millions de dollars. De façon générale, les gouvernements du Canada et du Québec se partageront également les coûts admissibles des projets de l'Entente.

Reconnaissant que le secteur des communications a été, au cours de la dernière décennie, un moteur important du développement économique au Québec et qu'il peut jouer un rôle encore plus grand en termes de croissance économique et de création d'emplois, la nouvelle entente prévoit que les deux gouvernements poursuivront les objectifs suivants:

- encourager la recherche et stimuler l'innovation technologique,
- stimuler les investissements des entreprises,
- soutenir l'exploitation, le développement et la commercialisation des biens et des services des entreprises notamment sur les marchés d'exportation;
- encourager la création d'emplois dans de nouvelles catégories professionnelles et permettre la formation et le recyclage des travailleurs.

L'Entente prévoit un programme pour favoriser la conception et le développement de logiciels, de banques de données, de productions audiovisuelles ainsi que leur commercialisation au Canada et à l'étranger.

Le développement des technologies et des infrastructures de communication ainsi que le développement de l'informatisation des entreprises de communication font aussi l'objet de programmes distincts. Enfin, il est prévu qu'un fonds spécial d'initiatives sera créé afin de fournir aux entreprises un appui financier ou technique pour la réalisation d'études sur la viabilité économique de projets susceptibles de faire progresser les secteurs des communications.

Les entreprises de communication désirant présenter un projet peuvent être des domaines suivants: câblodistribution, radio, télévision, télécommunications, informatique et logiciel, publicité, presse écrite, télématique, vidéo et imagerie électronique, information électronique, banques de données et nouveaux services.

Pour obtenir plus d'information sur les programmes d'aide de l'Entente Canada-Québec ou encore pour présenter un projet, on peut s'adresser au:

Secrétaire de l'Entente Canada-Québec
Ministère des Communications du Québec
580, Grande-Allée Est
4^e étage
QUÉBEC (Québec)
G1R 2K2
Tél.: 1(418) 643-0988

Secrétaire adjoint de l'Entente Canada-Québec
Ministère des Communications du Canada
295, rue St-Paul Est
MONTRÉAL (Québec)
H2Y 1H1
Tél.: 1 (514) 283-7737

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ DES PROJETS AUX PROGRAMMES

Pour être admissible à une contribution financière en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication, le projet présenté doit répondre aux impératifs suivants:

1. Les projets peuvent être du domaine privé ou public. Les organismes du secteur public et les centres de formation devront obligatoirement s'associer à l'entreprise privée pour soumettre des projets. C'est l'entreprise qui présentera le projet. Les projets soumis par des associations représentatives des entreprises de communication sont également admissibles.
2. De façon générale, les entreprises de communication assumeront un minimum de 50% du financement en fonction des dépenses qui auront été jugées admissibles et nécessaires à la réalisation du projet.
3. Les projets présentés dans le cadre de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication doivent d'abord obligatoirement répondre à deux objectifs poursuivis par l'Entente:
 - A) stimuler les investissements des entreprises du secteur des communications afin d'augmenter leur production globale et d'améliorer leur productivité
 - et
 - B) encourager la création d'emplois dans des catégories professionnelles reliées au domaine ou permettre la formation ou le recyclage des travailleurs oeuvrant dans le secteur des communications.

Les projets doivent ensuite répondre à l'un des objectifs suivants:

C) encourager la recherche ou stimuler l'innovation technologique dans le secteur des communications

ou

D) soutenir l'exploitation, le développement et la commercialisation des biens et des services des entreprises.

4. Les projets doivent s'inscrire à l'intérieur de l'un ou l'autre des volets ou des programmes de l'Entente et répondre à l'un de ses objectifs spécifiques.
5. L'entreprise qui présente un projet doit avoir une place d'affaires au Québec.

CRITÈRES DE SÉLECTION DES PROJETS

Lors de la sélection des projets qui feront l'objet de financement en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication, le Comité de gestion considérera, règle générale, les éléments suivants:

1. L'entreprise doit démontrer que le projet qu'elle présente assure des retombées économiques au Québec; que le produit ou le service sera développé au Québec; que l'industrie québécoise sera favorisée dans l'achat d'équipements et de logiciels; que le projet encourage la création d'emplois; que la propriété canadienne sera préservée.
2. Le projet doit, autant que possible, présenter un aspect original ou innovateur; offrir des chances d'avenir; favoriser la création de nouveaux marchés ou l'expansion des marchés existants.
3. Le Comité de gestion de l'Entente tiendra compte dans la sélection des projets:
 - de la participation financière du requérant au projet faisant l'objet d'une demande de contribution financière,
 - de la contribution financière déjà accordée à une entreprise ou à ses filiales en vertu de la présente entente pour d'autres projets;
 - de toutes formes d'aide financière accordée au projet et provenant d'autres ministères et organismes publics et para-publics des gouvernements fédéral et québécois.
4. Le Comité de gestion considérera prioritairement les projets présentés par des entreprises de communication en exploitation depuis au moins une année.

5. Dans le cas des projets présentés dans le cadre des programmes II-A, II-B et III-A, le Comité de gestion considérera prioritairement:
 - a) les projets dont la demande de contribution financière dépasse 500 000 \$,
 - b) les projets soutenant la commercialisation des biens et des services des entreprises sur les marchés d'exportation,
 - c) les projets qui contribuent au transfert au secteur privé de logiciels développés dans le secteur public;
 - d) les projets de logiciels développés par le secteur privé dans un site-pilote du secteur public et qui ont une application commerciale.
6. En ce qui concerne les projets présentés dans les programmes II-B et III-A, le Comité de gestion considérera exclusivement les projets de recherche appliquée et les projets de développement technologique qui mettent en relation des entreprises, des universités ou des centres de recherche ou autres services gouvernementaux, qui favorisent le regroupement des chercheurs qui y sont à l'oeuvre et qui bénéficient à l'ensemble de l'industrie.

ENTENTE AUXILIAIRE CANADA-QUÉBEC SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES DE COMMUNICATION 1985-1990

FICHE-SYNTHÈSE DE PROJET

DIRECTIVES À L'INTENTION DU REQUÉRANT

- Répondre à toutes les questions et joindre les documents pertinents. Si les documents fournis sont complets, la décision relative à votre demande sera prise plus rapidement. Dans le cas des articles 7 et 9, si une demande antérieure a été faite récemment, vous pouvez inscrire la date de la demande antérieure et le numéro du projet et mettre à jour les renseignements. En ce qui concerne l'article 17, veuillez vous référer au Guide de présentation d'un projet.
- Présenter un (1) original et deux (2) copies des documents requis (fiche-synthèse, projet, états financiers, etc.) au Secrétaire de l'Entente et au Secrétaire adjoint de l'Entente, dont les adresses sont indiquées à la page 8 de la brochure.
- Au besoin, le Secrétariat ou le Secrétariat adjoint pourra vous demander des renseignements additionnels.
- Les renseignements fournis ne pourront être transmis sans autorisation préalable du requérant conformément aux lois sur l'accès à l'information.

RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET OU L'ACTIVITÉ

* a) Titre du projet

b) Description sommaire du projet ou de l'activité

c) Grandes étapes de réalisation (activités, coûts, durée)

10. PRÉCISER LES PRODUITS QUI SERONT Fournis ou les services qui seront rendus.		11. ENDROIT DE RÉALISATION DU PROJET OU DE L'ACTIVITÉ (adresse)	
12. RÉSUMÉ DES COÛTS ESTIMATIFS DU PROJET OU DE L'ACTIVITÉ		13. FINANCEMENT DU PROJET OU DE L'ACTIVITÉ	
Main-d'œuvre interne		a) Aide demandée en vertu de l'Entente Canada-Québec/Communication	
Honoraires d'experts-conseils		b) Autres sources de financement gouvernemental	
Sous-traitance		ORGANISME	
Frais administratifs		NATURE	
Équipements et matériel		Programme	
Autres immobilisations (préciser)		Montant	
Frais de commercialisation		Total (dont être égal au total de l'article 12)	
Autre (préciser)		c) Sources de financement privé	
Autre (préciser)		• Fonds de roulement actuel	
Autre (préciser)		• Prêts à long terme	
		• Prêts à court terme	
		• Mise de fonds additionnelle	
		• Autre (préciser)	
Total		Total (dont être égal au total de l'article 12)	
14. DURÉE DU PROJET OU DE L'ACTIVITÉ		15. NOMME PRÉVU DÉVELOPPEMENT S PERMANENTS MAINTENUS PAR CE PROJET OU CE PROJET OU CETTE ACTIVITÉ	
DATE PRÉVUE DU DÉBUT DES TRAVAUX		16. NOMME PRÉVU DÉVELOPPEMENT S PERMANENTS MAINTENUS PAR CE PROJET OU CETTE ACTIVITÉ	
DATE PRÉVUE DE LA FIN DES TRAVAUX			

17. ANNEXER LES DOCUMENTS SUIVANTS AU BESOIN ET SI O SPONIALES
- (a) Description du projet (selon le Guide de présentation)
 - (b) États financiers provisionnels
 - (c) Proposition(s) d'expert(s)-conseil(s)
 - (d) Brochure sur des produits ou services existants

- (e) États financiers vérifiés pour les trois dernières années
- (f) États financiers provisionnels (3 ans)
- (g) Etude de faisabilité ou étude de marché du projet
- (h) Curriculum vitae du personnel clé relié au projet

DECLARATION DU REQUERANT

AUX MEMBRES DU COMITÉ DE GESTION DE L'ENTENTE CANADA QUÉBEC COMMUNICATION

Je, soussigné, certifie que les renseignements fournis dans ce formulaire sont exacts et complets.

(b) Le requérant (le) certifie que l'aide financière de l'Entente est un facteur important dans la décision de réaliser ce projet ou cette activité.

(c) Le requérant s'engage à fournir au Secrétariat de l'Entente tous les renseignements nécessaires à l'évaluation du projet ou de l'activité.

Programme I — Fonds spécial d'initiatives de communication

Les projets financés dans le cadre de ce programme pourront prendre les formes suivantes:

- études de planification,
- études de pré-faisabilité technique ou économique,
- études de faisabilité technique ou économique,
- études de possibilités de commercialisation,
- projets-pilotes.

Ces études devront porter sur des projets susceptibles de faire progresser le secteur québécois des communications. Elles devront, de plus, tenir compte des objectifs généraux de l'Entente.

Programme II-A — Développement, commercialisation et distribution de la programmation en langue française

Les projets financés dans le cadre de ce programme devront, en plus de répondre à au moins trois des objectifs généraux de l'Entente, poursuivre deux des objectifs spécifiques suivants:

1. aider au développement des contenus ou documents audiovisuels en langue française,
2. favoriser la commercialisation des contenus ou documents audiovisuels tant sur les marchés canadien et québécois que sur les marchés internationaux,
3. favoriser la distribution des contenus ou documents audiovisuels tant sur les marchés canadien et québécois que sur les marchés internationaux,
4. favoriser le développement de compétences et de services pour l'application des contenus ou des documents audiovisuels en langue française;
5. répondre à des besoins spécifiques en communication reconnus par les deux gouvernements.

Les projets visés par ce programme sont des domaines suivants:

- radiodiffusion;
- télédiffusion;
- production vidéo;

- animation vidéo et imagerie électronique;
- nouveaux services commerciaux de médiatique en langue française incluant les services non-programmés, le vidéo-tex, le télétexte, les services d'information directe, le télé-enseignement, etc.

NOTE

L'application des critères de ce programme doit être interprétée comme suit: l'objectif visé par les gouvernements est de faciliter la réalisation de projets ayant des retombées sur la programmation en langue française et non de contribuer au financement de productions audiovisuelles comme le font notamment la Société générale du cinéma et Téléfilm Canada.

Programme II-B — Développement et commercialisation des banques de données et des logiciels

Les projets financés dans le cadre de ce programme devront, en plus de répondre à au moins trois des objectifs généraux de l'Entente, poursuivre deux des objectifs spécifiques suivants:

1. développer et mettre au point des banques de données, des logiciels, des systèmes ou des services qui rendent disponible l'information électronique aux utilisateurs,
2. commercialiser ces produits ou services sur les marchés québécois, canadiens ou internationaux,
3. distribuer ces produits ou dispenser ces services sur les marchés québécois, canadiens ou internationaux;

et deux des objectifs suivants:

4. développer une expertise-conseil et une famille de nouveaux produits aptes à conquérir une part des marchés internationaux,
5. démontrer le savoir-faire canadien et québécois dans le domaine des nouveaux systèmes de communication,
6. renforcer l'infrastructure des industries de l'information électronique et des logiciels,
7. favoriser le développement et l'acceptation des normes et des protocoles d'origine canadienne;
8. favoriser le développement de produits concurrents en vue de remplacer les importations de logiciels et de banques de données par des produits québécois.

Dans ce programme, le Comité de gestion considérera exclusivement les projets qui mettent en relation des entreprises, des universités ou des centres de recherche ou autres services gouvernementaux, qui favorisent le regroupement des chercheurs qui y sont à l'oeuvre et qui bénéficient à l'ensemble de l'industrie.

En outre, le Comité de gestion considérera uniquement, dans le secteur du logiciel:

- a) les projets de logiciels qui présentent des innovations en matière de communication peu importe le secteur d'application; les projets de logiciels qui s'adressent à l'industrie des communications; les projets qui contribuent à l'émergence des nouvelles technologies de l'information, des télécommunications; les projets de recherche appliquée dans le domaine de la traduction et de l'adaptation de logiciels à portée multilingue, les logiciels de traduction assistée et les outils d'aide à la traduction;
- b) les projets qui visent à diffuser davantage les logiciels québécois dans leur ensemble et à imposer leur image sur les marchés local et étranger; les projets qui visent à améliorer l'image des logiciels québécois; les projets dont le plan de commercialisation inclura l'inscription du produit dans des catalogues spécialisés et une entente de distribution à l'étranger.

NOTE

Tout projet de développement de logiciels doit être à portée multilingue, c'est-à-dire que le logiciel doit être, de préférence, conçu en français pour incorporer les caractères fondamentaux d'une ou de plusieurs langues.

De plus, le Comité de gestion pourra exiger que les projets comprennent un plan d'exploitation prévoyant les ententes nécessaires à leur réalisation technique, à leur financement et à leur commercialisation.

Programme III-A — Développement des technologies et des infrastructures de communication

Les projets financés dans le cadre de ce programme devront, en plus de répondre à au moins trois des objectifs généraux de l'Entente, poursuivre deux des objectifs spécifiques suivants:

1. promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des nouvelles techniques de communication,
2. mettre en place des infrastructures supplémentaires de communication là où le besoin s'en fait sentir en vue d'améliorer la productivité ou la performance des entreprises de communication,
3. développer une expertise-conseil et une famille de nouveaux produits aptes à conquérir une part des marchés internationaux,
4. démontrer le savoir-faire canadien et québécois dans le domaine de nouveaux systèmes de communication;
5. stimuler et accélérer le développement de nouveaux services et des services perfectionnés.

Dans ce programme, le Comité de gestion considérera exclusivement les projets qui mettent en relation des entreprises, des universités ou des centres de recherche ou autres services gouvernementaux, qui favorisent le regroupement des chercheurs qui y sont à l'oeuvre et qui bénéficient à l'ensemble de l'industrie; les projets qui contribuent à l'émergence des nouvelles technologies de l'information, des télécommunications.

NOTE

Le Comité de gestion pourra exiger que les projets comprennent un plan d'exploitation prévoyant les ententes nécessaires à leur réalisation technique, à leur financement et à leur commercialisation.

Programme III-B — Développement de l'informatisation des entreprises de communication

Les projets financés dans le cadre de ce programme devront, en plus de répondre à au moins trois des objectifs généraux de l'Entente, poursuivre l'un des objectifs spécifiques suivants:

1. acquérir de nouveaux logiciels, équipements ou outils informatiques adaptés aux besoins de l'entreprise de communication qui lui permettent d'augmenter sa productivité, d'accroître sa capacité de soutenir la concurrence et d'améliorer la qualité de ses produits et services;
2. profiter des avis d'experts-conseils pour effectuer des études d'implantation ou de faisabilité portant sur l'informatisation de l'entreprise de communication.

NOTE

L'application des critères de ce programme doit être interprétée de la façon suivante:

- les entreprises ou regroupements d'entreprises du secteur des communications peuvent présenter des demandes d'aide en vertu de ce programme,
- ce programme sert à aider les entreprises à faire l'expérimentation de nouveaux outils informatiques, logiciels, systèmes intégrés, etc. jamais utilisés auparavant;
- les gouvernements se réservent le droit de rendre disponibles à toute entreprise du même secteur les résultats de l'expérimentation du projet-pilote.

GUIDE DE PRÉSENTATION D'UN PROJET

L'entreprise qui présente un projet dans le cadre de l'Entente doit prendre soin de le documenter de façon satisfaisante.

La fiche synthèse de projet doit être présentée sur la formule fournie à cette fin. La présentation du projet doit être élaborée en suivant le Guide de présentation d'un projet et en fournissant aux gestionnaires du programme autant d'éléments qui sont requis pour faire une évaluation complète du projet. Les états financiers (de préférence vérifiés) sont des pièces essentielles au dossier de la firme requérante. Le projet ne sera pas évalué avant que ces pièces soient présentées.

Un projet ne sera acheminé aux services concernés que si ces informations sont jugées complètes par le secrétariat et le secrétariat adjoint de l'Entente.

1. DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE ET DE L'INDUSTRIE

A- L'entreprise

- Identification et antécédents de l'entreprise
- Statut juridique
- Exposé du rôle de l'entreprise
- Principaux actionnaires de l'entreprise et sociétés apparentées
- Produits offerts (sommaire) et potentiel de marché
- Principaux clients
- Structure organisationnelle de l'entreprise
- Rôle et réalisations des principaux dirigeants actuels
- Particularités distinctives de l'entreprise: compétences, avantages concurrentiels, alliances stratégiques

B- L'industrie (ou le secteur d'activités)

- Les caractéristiques de l'industrie
- Les stades de développement de l'industrie
- Les perspectives d'avenir
- La situation au Québec, au Canada et à l'étranger
- Évolution de la concurrence
- Les principaux concurrents et leur part de marché (sommaire)

2. DESCRIPTION DU PROJET ET DE SON PLAN DE DÉVELOPPEMENT

A- Description du projet

- Historique du projet et description détaillée
- Les objectifs poursuivis
- Originalité du projet sur le plan technique

B- Plan de développement du projet

- Description, durée et coûts des étapes (ressources humaines et matérielles)
- Pour chaque étape, précisez:
 - les activités
 - le personnel affecté
 - leurs fonctions et tâches
 - le salaire horaire et total
 - les équipements: sources et coûts
- Calendrier de réalisation
- Compétences du personnel affecté au projet
- Caractéristiques et fonctions du produit développé et ses avantages

3. ANALYSE DE MARCHÉ, STRATÉGIE COMMERCIALE

A- Marché visé

- Caractéristiques des clients potentiels (localisation, comportement d'achat, etc.)

- Taille actuelle du marché et potentiel de croissance à court et moyen terme
- Identification des entreprises concurrentes:
 - nom
 - position (marché domestique ou international)
 - comparaison des produits offerts en terme de prix, caractéristiques et avantages

B- Stratégie commerciale

- Positionnement visé du produit/service et moyens escomptés
- Répartition géographique des ventes
- Part de marché visée
- Rentabilité visée: prévision des ventes et des coûts pour les prochaines années, marge bénéficiaire, retour sur investissement
- Effort publicitaire utilisé par l'entreprise:
 - publicité
 - relations publiques
 - expositions
 - brochures publicitaires ou de promotion
- Évaluation des coûts reliés à cette stratégie et explication des choix retenus
- Mode de distribution du produit et/ou du service
- Service après vente
- Étude de marché (si disponible)

4. RETOMBÉES DU PROJET

- Incidence sur la main-d'oeuvre
 - création et conservation d'emplois spécialisés pendant et après la réalisation du projet
- Augmentation des compétences
- Incidence sur le développement de l'entreprise, sa productivité, son taux de croissance, sa rentabilité financière
- Autres retombées économiques: (exemples, s'il y a lieu)

- importations et exportations
- accroissement des investissements privés dans l'économie du Québec
- incidence sur la productivité de la clientèle visée
- transfert technologique

5. INFORMATIONS FINANCIÈRES

- Contribution de l'entreprise
- Détails sur les sources de financement
- Utilisation des fonds obtenus
- Mode de financement futur

L'entreprise doit indiquer si elle envisage éventuellement d'accéder au marché public ou de fusionner avec une autre entreprise.

NOTE

Les entreprises doivent faire parvenir un (1) original et deux (2) copies des documents requis au Secrétaire de l'Entente et au Secrétaire adjoint de l'Entente, dont les adresses sont indiquées à la page 8 de la brochure.



3 1761 11551408 5